

AU PREMIER JOUR DE LEUR MOUVEMENT

Les communaux réussissent leur grève

Timidement suivie à Alger, la grève initiée par les travailleurs communaux aurait enregistré hier un taux de suivi de 80% à l'échelle nationale, selon le Conseil national du secteur des communes (CSNC). Ce débrayage, qui risque de paralyser les APC à travers le territoire national, durera jusqu'au 26 du mois en cours.

Pour ce premier jour de grève, le CSNC avance un taux de suivi de 80% au niveau national. «La grève a été suivie sur tout le territoire national. Dans certaines wilayas, le taux de suivi a atteint 100% notamment à Tizi Ouzou, Sétif, Bordj Bou Arréridj, Guelma, Sidi Bel-Abbès, Tiaret et Bouira. Dans les autres wilayas, le mot d'ordre de grève a été suivi à près de 60 à 80%», assure Ali Yahia, porte-parole du Conseil national du secteur des communes.

Dans la capitale, le mot d'ordre de grève est peu suivi. Seules 7 communes ont répondu à l'appel à la grève, selon le CSNC. «A Alger, il y a trop de pression sur les fonctionnaires, comme à l'accoutumée. L'effectif qui est en poste est celui recruté dans le cadre du filet

social. L'administration remplace les grévistes par les contractuels et autres», argumente le représentant du CSNC. Et de dénoncer la répression et les intimidations pratiquées par l'administration à l'encontre des fonctionnaires et des syndicalistes. Des pressions visant «à casser le mouvement», dira Ali Yahia. Ce dernier souligne que les travailleurs adhèrent au mouvement mais ont peur des représailles. Il précisera que des communes ayant rejoint le mouvement de débrayage résistent aux diverses pressions, citant, entre autres, Chéraga, Ouled Fayet, Baba Hcène et Rouiba.

Ce mouvement de protestation, soutenu par les courants syndicaux, est lié au recul enregistré sur le plan social pour



En attendant des mesures concrètes, les communaux poursuivent leur protestation.

quelque 500 000 fonctionnaires de diverses communes. Le conflit porte sur la revalorisation du régime indemnitaire avec effet rétroactif à partir de 2008, la revalorisa-

tion du point indiciaire afin de garantir un salaire de base digne, l'intégration en priorité de tous les contractuels et vacataires en poste. Autres revendications du

CNSC, la promulgation du statut particulier des travailleurs communaux, la révision de la classification catégorielle, ainsi que le maintien du régime de la retraite sans condition d'âge. Le CSNC appelle également à l'abrogation de l'article 87 bis de la loi 90/11 empêchant l'augmentation du SNMG. A noter que les travailleurs communaux réclament également la réintégration de tous les syndicalistes licenciés et arbitrairement suspendus. Par ailleurs, selon le CSNC, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités aurait diffusé un communiqué faisant mention que le statut particulier et le régime indemnitaire sont finalisés et sont au niveau du Premier ministre. En attendant des mesures concrètes, les communaux comptent poursuivre leur protestation.

Un rassemblement est prévu le 26 du mois en cours. Le lieu sera fixé à l'issue du conseil national du CSNC qui se tiendra le 25 septembre.

Wassila Z.

SID-ALI BOUKRAMI :

«Nous ne connaissons pas assez notre société»

Si le secrétaire d'Etat chargé de la statistique, Sid-Ali Boukrami, a fait dans la pédagogie, hier lors de son passage à la radio Chaîne III, pour corriger l'animatrice de l'émission «L'invité de la rédaction» et «nuancer des certitudes», son propos, plutôt critique à l'égard du gouvernement dont il est membre, justifie surtout l'échec d'une gouvernance. Pour un exploit en communication, c'en est vraiment un : s'autocritiquer pour se justifier.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - L'objectif de l'enquête économique que mène actuellement l'Office national des statistiques (ONS), souligne M. Boukrami, est de rapprocher l'administration des opérateurs économiques qui boudent justement l'administration, ajoute-t-il, à cause de son fonctionnement «exécutable».

Evoquant le déroulement de l'opération de recensement économique, M. Boukrami s'est dit satisfait : «Je ne dis pas que tout est parfait mais, nous avons réalisé des avancées. Les opérateurs ne sont pas si méfiants et les agents de l'ONS ne sont plus renvoyés comme avant, même à El-Hamiz, à titre d'exemple, où les gens sont plutôt coopératifs.

C'est grâce à un effort de communication aussi.» Et de noter des difficultés dans certaines régions : «Nous sommes passés par une période de non-administration et beaucoup reste à faire dans des régions comme Tizi Ouzou, Béjaïa et même à Alger. Tout comme l'aspect technique qui nécessite des améliorations.»

M. Boukrami refuse, ainsi, d'utiliser l'expression d'«économie informelle» pour invoquer les activités économiques échappant au contrôle de l'administration. «Je ne vais pas dire l'informel sinon les gens vont me prendre pour un cancre.

C'est plutôt l'économie réelle. C'est le réel qui diffère dans son fonctionnement. C'est un peu comme dans la crise économique mondiale actuellement dont la finance est complètement déconnectée de l'économie, du réel».

Un grand fossé, donc, sépare l'administration de la réalité du ter-

rain selon M. Boukrami qui, par méconnaissance de la société, ne peut solutionner les problèmes économiques du pays. Il a surtout interpellé les sociologues : «Nous ne connaissons pas notre société et je pense que nous devons approfondir notre connaissance de la société. C'est cette société qui s'impose à nous et devons concevoir un modèle économique adapté à ses besoins».

Ceci, plutôt pour dégonfler des concepts pompeux que le gouvernement même dont il est membre en abuse pour vanter ses réformes : éthique, gouvernance, transparence. «Pour ce qui est de la transparence, je dis que la société algérienne résiste à l'évaluation. L'Algérien n'aime pas d'être évalué. Et c'est tout le

monde qui refuse l'évaluation externe. Il nous faut s'entendre sur une vision commune. Ce ne sont pas les compétences individuelles qui manquent mais, collectives. Chacun se croit détenir la vérité et nous n'avons pu s'entendre sur une solution collective», soutient-il.

Il a, ainsi, salué la prudence du ministre des Finances, Karim Djoudi : «En ce contexte de crise économique mondiale, marqué par l'incertitude, le ministre des Finances – je pense que vous l'avez cité, et à qui j'éprouve un profond respect –, parle à voix basse, avec très peu de certitudes et avec beaucoup de prudence.»

C'était en réponse à une question de savoir si l'Algérie est à l'abri de la crise économique actuelle comme prétend Karim Djoudi. Et d'ajouter : «Les fondamentaux macroéconomiques sont au top. C'est au niveau du fonctionnement de l'entreprise où il y a problème. Sa réforme reste très difficile parce qu'elle pourrait remettre en cause les équilibres de la société. Et je pense qu'il faut rester rigoureux.» Beaucoup de références de la



Sid-Ali Boukrami.

pensée économique, signalons-le, ont été citées par Sid-Ali Boukrami pour étayer ses propos, dans son analyse de la crise économique mondiale et répercussions sur l'Algérie. Il a conclu à ce que cette crise est d'abord une crise morale et ensuite, une crise de pensée économique : «Ce sont les certitudes de la connaissance qui sont

en mutation. Les richesses produites sont suffisantes pour couvrir les besoins mais pas l'avidité des hommes.

La crise est là, avec beaucoup d'incertitudes. C'est dire qu'il faut lutter contre la cupidité et l'accumulation démesurée des richesses».

L. H.

L'AMBASSADEUR DE FRANCE EN ALGÉRIE À RELIZANE

Des hommes de bonne volonté et un avenir radieux entre les deux pays

Le développement et la promotion des échanges et du partenariat économique entre l'Algérie et la France ont été au centre d'une rencontre organisée à la salle de conférences de la villa d'hôtes de la wilaya de Relizane.

Ont pris part à cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du partenariat et des échanges, des cadres de ces deux institutions, ainsi que des représentants des collectivités locales et des secteurs d'activité concernés.

La rencontre a pour objectif de promouvoir et de renforcer les échanges de coopération dans les domaines de l'agriculture, de l'urbanisme, de l'industrie et de l'envi-

ronnement, a souligné Son Excellence M. l'ambassadeur de France en Algérie, M. Xavier Driencourt.

Le représentant du gouvernement français a mis l'accent sur la contribution des entreprises françaises, encore plus dynamiques et présentes en Algérie où elles ont créé 35 000 emplois directs. En Algérie, M. Xavier Driencourt souligne qu'il a effectué trente-huit

visites, et la dernière c'était dans la wilaya de Blida où il a visité la grande usine de Sim, qui a passé des accords de partenariat et d'énormes potentialités entre les deux pays. Selon l'orateur, des hommes d'affaires de bonne volonté existent entre les deux pays et l'avenir en Algérie ne peut être que radieux.

Le représentant du gouvernement français accompagné de M. le wali, du président et son premier vice-président de la chambre de commerce et d'industrie «Mina» a, par la suite, visité le complexe laitier du Trèfle, domicilié à Sidi

Saâda, à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de Relizane. Des explications lui ont été présentées par le président-directeur général du complexe laitier sur la production du lait et ses dérivés en particulier le «camembert» de Sidi Saâda.

Par la suite, il s'est dirigé à la centrale électrique. Cette dernière participe avec un taux de 10% en matière d'énergie électrique pour la région de l'Ouest. Il achèvera sa visite à la société de boulonnerie «Orsim» de la ville d'Oued R'hiou.

A. Rahmane